

# La Gazette des Comores

*Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

23<sup>ème</sup> année - N° 4192 - Mercredi 24 Août 2022 - Prix : 200 Fc

KARTHALA :

## Alerte jaune!



LITIGE ENTRE DJAANFAR SALIM ALLAOUI ET INTER'ILES :  
**Djaanfar Salim sommé de payer  
10 millions à Inter-iles Air**

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette  
[www.lagazettedescomores.com](http://www.lagazettedescomores.com)

**Prières aux heures officielles  
Du 21 au 25 Août 2022**

**Lever du soleil:**

**06h 20mn**

**Coucher du soleil:**

**18h 05mn**

Fadjr : **05h 05mn**

Dhouhr : **12h 14mn**

Ansr : **15h 18mn**

Maghrib: **18h 05mn**

Incha: **19h 20mn**



DARMANIN À MAYOTTE :

# " Des balles en caoutchouc contre les délinquants "

Le ministre de l'intérieur français, **Gérald Darmanin** est en visite à l'île comorienne de Mayotte sous administration française. Le thème de l'immigration a été au centre de cette visite qui aura durée trois jours (21-24 août).



A droite, Gérald Darmanin, le ministr de l'interieur français

En campagne perpétuelle, **Gérald Darmanin** a effectué une visite remarquée à Mayotte. Accompagné du ministre délégué de l'outre-mer **Jean-François Carencu**, le ministre de l'intérieur français se trouvait à Mayotte en terrain conquis avec en prime son thème de prédilection, l'immigration. D'entrée, le ministre français a annoncé la couleur. « Il faut lutter contre l'attractivité sociale et administrative du territoire », dit-il, surtout par rapport à l'immigration venue des Comores. Pour parvenir à son objectif, il propose de durcir le droit du sol. Si pour l'instant il n'appelle pas à sa suppression, il milite néanmoins à le rendre diffi-

cile à l'accès.

Pour qu'un enfant puisse obtenir la nationalité française, « il faut qu'au moins un de ses parents ait résidé régulièrement sur l'île au moins un an contre trois mois actuellement », propose le ministre. Sur une île qui a voté à presque 60% lors du deuxième tour de l'élection présidentielle française pour Marine

Le Pen, ce discours va sûrement avoir un écho positif de la part des extrémistes de tout bord.

Au micro de notre consœur **Sitti Darousi** de Mayotte La Première, il a annoncé la possibilité pour la police d'utiliser « des balles en caoutchouc en réponse à la délinquance des mineurs ». En tout cas c'est l'une des solutions qu'il compte ramener

dans son panier lors de son retour dans l'île au mois de novembre prochain. Sur la question des visas, il s'est dit opposé au « titre de séjour territorialisé » de peur que ça fasse un appel d'air et accentue un peu plus la crise migratoire. Pour lui le visa **Balladur** va rester en place tout en cherchant les moyens de durcir les entrées dans le territoire. S'il a dit que « la politique de fermeté vis-à-vis des Comores va continuer », il a salué le rôle important que jouent les gardes cotes comoriens dans cette lutte contre l'immigration.

Une coopération apparemment qui porte ces fruits. En 2021, 20 000 clandestins ont été refoulés à la frontière principalement aux Comores. Cette année ce chiffre risque d'exploser à en croire le ministre qui parle déjà de dix-neuf milles refoulés entre janvier et juin 2022. Cette visite à Mayotte est peut-être une façon de consoler le ministre après que la première lui ait demandé de reporter l'examen de son projet de

loi immigration, pour ouvrir une période de concertation avant un débat à l'assemblée nationale française.

Les caciques de la ligne dure vis-à-vis de **Moroni** seront ravis à coup sûr de ce discours de fermeté. A l'image de l'indéboulonnable **Mansour Kamardine** ou bien la nouvelle égérie de l'extrême droite mahoraise **Estelle Youssoufa**, qui ne rate jamais l'occasion de montrer toute son hostilité à l'encontre des comoriens, au point de faire passer **Zemmour** pour mère **Theresa**. Visiblement, les gouvernements français successifs n'ont toujours pas compris que l'occupation de Mayotte par l'ancienne puissance coloniale est une violation du droit international qui, à travers de nombreuses résolutions de l'ONU, reconnaît depuis 1975 l'appartenance de l'île à l'Etat comorien.

AS Badraoui

MODERNISATION DE LA CAISSE DE RETRAITE :

# Cap vers la bonne gouvernance des opérations et la numérisation

Un atelier de restitution et de validation du rapport diagnostic de l'administration et du plan de moderni-

sation de la caisse de retraite des Comores a réuni hier 22 août, une poignée d'a-

gents de la caisse puis des experts et des techniciens pour échanger sur le principe d'aller vers la bonne gouvernance et la numérisation

des opérations de la caisse.

Depuis la création de la caisse de retraite, les contribuables bénéficient des droits mais avec certaines difficultés. C'est la raison pour laquelle le gouvernement à travers la banque centrale des Comores et les partenaires tels que la Banque mondiale, ont dépêché des experts pour établir un rapport diagnostic permettant à la caisse de retraite de se moderniser. Selon la directrice générale de l'institution, cette rencontre a pour but de discuter avec toutes les parties prenantes sur les conclusions du rapport pour validation. « Cela nous permettra également de nous approprier des conclusions communes pour l'adoption d'un rapport global », explique **Mouigni Fatoumia**.

diagnostic de l'administration de l'assurance sociale, il a été démontré que le rapport se situe dans un contexte visant à numériser les paiements et à améliorer l'inclusion financière. En ce sens, le ministre de la justice **Djae Ahamada Chanfi** représentant du gouvernement, a encouragé les participants à fournir des efforts autant que les techniciens et experts pour aboutir à un processus efficace qui assurera l'avenir de chaque fonctionnaire. « La maîtrise de cette institution financière va au-delà des finances publiques. Et il faut faire en sorte de donner plus d'oxygène aux retraités », avance-t-il. Pour lui, il s'agit d'assurer la survie de chaque fonctionnaire après des années de services. Le ministre a également précisé que la retraite ne permet pas aux bénéficiaires de vivre comme au moment où

ils travaillaient. Mais qu'il s'agit d'une pension.

Ainsi, plusieurs agents de la caisse ont passé la journée d'hier à discuter sur le processus permettant la réforme de la structure assurant la retraite d'état. Et l'atelier avait comme objectif de promouvoir la gouvernance et les opérations de la caisse de retraite, informer les parties prenantes des conclusions et réformes, élaborer une feuille de route sur la recommandation du rapport en évaluation puis les points de vue de toutes parties et sur la feuille de route proposée, en vue d'obtenir un consensus sur les recommandations et sur la mise en œuvre. C'est dans l'étude de tous ces aspects que la caisse de retraite compte poursuivre ses missions avec efficacité.

Dans les présentations du

Kamal Gamal

**UNION DES COMORES**  
Unité - Solidarité - Développement  
Ministère des Transports Maritime et Aérien  
**LE MINISTRE**  
N°22/2022/MTMA/CAB

جمهورية القمر المتحدة  
وحدة-تضامن-تنمية  
وزارة النقل الجوي والبحري  
الوزير

**COMMUNIQUE DE PRESSE**

Par courrier en date du 25 juillet 2022 adressé au Directeur Général de l'ASECNA, une Union des syndicats des Contrôleurs aériens de l'ASECNA (USYCAA), a lancé un préavis de grève allant du 25 au 27 août 2022.

Afin de garantir la sécurité de la gestion de l'espace aérien de l'Union des Comores et apaiser le climat, plusieurs discussions sont tenues entre le Ministère des Transports Maritime et Aérien et les représentants des contrôleurs aériens de l'ASECNA/Moroni, notamment le 11 et le 16 juillet 2022 respectivement à la Représentation de l'ASECNA et au Ministère.

Ce dialogue, va se poursuivre d'une réunion extraordinaire du Comité des Ministres des pays membres de l'ASECNA qui aura lieu le lundi 22 août par visioconférence, pour une concertation en vue d'améliorer les conditions de travail de l'ensemble du personnel du secteur aérien dans notre pays et dans les autres pays de l'ASECNA.

Compte tenu de la souveraineté de l'espace aérien de l'Union des Comores, le Ministère des Transports maritime et aérien tient à rassurer l'ensemble des usagers de notre espace aérien, que toutes les dispositions seront prises afin d'assurer la continuité du service et de la gestion de notre espace aérien en toute sécurité.

Moroni, le 20 Août 2022



**BIANRIFI TARMIDI**



## KARTHALA :

## Alerte jaune!

*Si les autorités appellent à la « vigilance », elles rassurent néanmoins qu'à ce stade, la population des zones classées à risque volcanique, à savoir la région de Bambao et une bonne partie de Hambou, « n'a pas à s'inquiéter ».*

Les autorités ont admis avoir essayé de garder l'information sous les boisseaux, en vain. Depuis la mi-juillet, les scientifiques chargés de surveiller le Karthala ont noté des activités anormales sur le flanc ouest dudit volcan. La zone identifiée comme étant à risque volcanique comprend la région de Bambao, dont la capitale du pays Moroni, et une grande par-

tie de Hambou. Dans une conférence de presse organisée hier mardi, la Sécurité civile tente de rassurer la population. « L'alerte jaune n'est pas un niveau de nature à inquiéter. Il faut donc rester calme et ne pas tomber dans la psychose. En revanche, il faut rester prudent », exhorte Tachfine Ahmed, patron de cette institution célèbre sous le nom de COSEP (centre des opérations de secours et de la protection civile), aîné de l'actuelle DGSC (direction générale de la sécurité civile).

La dernière éruption en date de janvier 2007, a mis fin à une série de 4 éruptions volcaniques en moins de deux ans entre avril 2005 et janvier 2007, rappelle un document que nous nous sommes procu-

ré. La compilation et l'analyse des informations issues du réseau de surveillance volcanologique lors des trente derniers jours confirment une tendance vers un réveil possible du Karthala observé depuis le mois de novembre 2021. L'apparition de séismes longs à partir de la mi-juillet conduit les scientifiques à émettre l'hypothèse que des intrusions importantes suivies de propagation du magma sont en train de se produire au-dessous de l'édifice volcanique. Des signaux plutôt inquiétants car associés à un mouvement du magma et sont enregistrés notamment lors de la migration de ce dernier vers la surface.

Même si l'alerte volcanique niveau jaune déclenché par le

ministre de la Sécurité civile à partir du 17 août est jugé « trop bas » (le jaune est le 1er niveau d'une échelle qui en compte 3, Ndlr), les autorités ont le devoir de se parer à toute éventualité. « Nous avons les capacités logistiques d'évacuer les 80.000 personnes situées dans les zones dites à risque, que ça soit par voie terrestre ou maritime », poursuit M. Tachfine qui fait savoir que les moyens dotés à l'armée, ceux des transporteurs et entreprises, « seront mis à contribution » dans ces opérations d'évacuation vers Mitsamiouli, au nord de l'île. S'il a trainé les pieds pour informer la population des activités anormales du volcan, « c'était dans un souci d'éviter les mouvements de pan-

ique, d'autant qu'il n'y avait pas d'urgence », s'explique celui qui, un peu plus loin dans son propos, reconnaît pourtant qu'informer la population « est un devoir ». Il faut dire que c'est à la faveur d'une fuite d'informations que nos gouvernants se sont résolus, enfin, à communiquer.

Un épisode qui n'est pas sans rappeler la crise de la gestion chaotique de la crise de Covid-19, quand le gouvernement a attendu que les gens tombent comme des mouches pour reconnaître, officiellement, la présence du virus sur le territoire national.

TM

## GRÈVE DU PERSONNEL DE L'ASECNA :

## Le ministère des transports veut garantir la continuité du service

*Le ministère des transports maritimes et aériens tente de trouver une solution face au préavis de grève de 48 heures du syndicat des contrôleurs aériens de l'Asecna, à compter de ce jeudi 25 août. Dans un communiqué, il montre que toutes les dispositions seront prises afin d'assurer la continuité du service et la gestion de notre espace aérien en toute sécurité.*

Alors que l'union du syndicat des contrôleurs aériens prévoyait une grève de 48 heures à compter de ce jeudi 25 août (lire La Gazette des Comores n°4190 du

lundi 22 août 2022), le ministère des transports maritimes et aériens se veut rassurant et stratège. « Compte tenu de la souveraineté de l'espace aérien de l'Union des Comores, le ministère des transports maritimes et aériens tient à rassurer l'ensemble des usagers de notre espace aérien, que toutes les dispositions seront prises afin d'assurer la continuité du service et de la gestion de notre espace aérien en toute sécurité », lit-on dans un communiqué signé par le ministre des transports Bianrifi Tarmidi le 20 août dernier.

Selon toujours ce communiqué, plusieurs discussions ont été tenues

entre le ministère des transports maritimes et aériens et les représentants des contrôle aériens de l'Asecna à Moroni, le 11 et le 16 juillet 2022 respectivement à la représentation de l'Asecna et au ministère. « Ce dialogue, va se poursuivre lors d'une réunion extraordinaire du comité des ministres des pays membres de l'Asecna qui aura lieu le lundi 22 août par visioconférence, pour une concertation en vue d'améliorer les conditions de travail de l'ensemble du personnel du secteur aérien dans notre pays et dans les autres pays de l'Asecna », poursuit-il, tout en tentant d'apaiser la

tension.

En tout cas, cette grève de 48 heures ne concerne pas seulement les Comores mais tous les pays membres de l'Asecna. Ces agents dénoncent entre autre l'indifférence de leur direction générale face à leurs tonnes de revendication restées lettre morte. Au total, une vingtaine de revendications à caractère technique et de renforcement de capacités professionnelles. Ils énumèrent entre autres la « suppression des stages en facteurs humains, l'arrêt des échanges, la discontinuité des cours d'anglais, l'aggravation du sous-effectif dans les centres, le

refus d'arrimage de la prime de licence prenant en compte des responsabilités induites par les nouveaux moyens de contrôle (guidage radar), et le plan de carrière figé, revalorisation des heures de nuit etc.

Rappelons que le syndicat des contrôleurs aériens de l'Asecna est un mouvement apolitique à but non lucratif, créé pour promouvoir la sécurité, l'efficacité et la régularité de la navigation aérienne dans les espaces aériens des Etats membres de l'Asecna à travers l'amélioration des conditions de travail des contrôleurs aériens.

Andjouza Abouheir

## LITIGE ENTRE DJAANFAR SALIM ALLAOUI ET INTER'ILES :

## Djaanfar Salim sommé de payer 10 millions à Inter-iles Air

*Le tribunal de commerce a rendu son délibéré la semaine dernière concernant le contentieux opposant Djaanfar Salim Allaoui et la compagnie inter-iles Air. L'actuel ministre des sports est condamné à verser la somme de 10 millions de nos francs à ladite compagnie, plus d'un million de dommages et intérêts et 500.000 francs pour obligation de plaider.*

Après des mois d'attente, le tribunal de commerce a rendu son verdict la semaine dernière sur le litige commercial opposant Inter-iles Air et l'actuel ministre des sports, Djaanfar Salim Allaoui. Ce dernier est condamné à déboursier la somme de 10 millions de francs comoriens à la compagnie aérienne, plus un million de dommages et intérêts et 500.000 francs pour obligation de plaider. Il s'agit d'une affaire qui remonte à deux ans lorsque Djaanfar Salim Allaoui était encore directeur régional des impôts au niveau d'Anjouan. Ce dernier avait proposé à Inter'iles de lui

accorder des bon des commandes pour ses déplacements. Tout se déroulait à la perfection jusqu'à ce que ce que le directeur de la compa-

gnie Inter'iles ait été avisé des factures impayées aux impôts. C'est de là que tout a commencé.

L'avocat d'Inter Iles a exprimé

sa satisfaction. « Ma cliente est satisfaite d'être rétablie de son droit. Elle avait une créance sur une personne et elle a été établie », souligne-t-il, tout en montrant que la décision lui sera signifiée demandant de bien vouloir payer la créance. Pour ce qui est de la procédure, Me Fahmi Said Ibrahim a expliqué qu'en matière d'injonction de payer, elle s'applique conformément aux conditions de l'Ohada, elle s'applique aussi bien aux commerçants et qu'aux non commerçants. C'est

une procédure de recouvrement simplifiée.

Notons que si cette affaire est arrivée à un tel stade, c'est uniquement parce que le condamné a longuement contesté ses créances et ce malgré, les opportunités de règlement qui lui ont été offertes par le directeur d'Inter Iles. Rappelons que la plupart de ses réservations étaient destinées à ses amis et à sa propre famille pour des multiples voyages entre les îles.

Andjouza Abouheir



Photo d'archive

**La Gazette des Comores**  
**Fondateur et Directeur général**  
 Said Omar Allaoui  
**Directeur de la publication**  
 Elhad Said Omar  
**Rédacteur en chef**  
 Mohamed Youssef  
**Secrétaire de rédaction**  
 Toufè Maecha  
**Rédaction**  
 A. Mmagaza  
 M.I.M Abdou  
 A.O. Yazid  
 Andjouza Abouheir  
 Nassuf Ben Amad  
 Kamal Gamal Abdou

Nabil Jaffar  
 Riwad  
 AS Badraoui  
**Mise en page**  
 Abdouchakour Aladi Nourou  
**Responsable commercial**  
 Mariama Mhoma  
**Documentation archiviste**  
 Hadidja Abdou  
**Photographe / Site Web**  
 Mohamed Said Hassane  
**Impression**  
 Graphica Imprimerie  
[www.lagazettedescomores.com](http://www.lagazettedescomores.com)  
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45



# UNION DES COMORES

Unité – Solidarité - Développement

\*\*\*\*\*

MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DU SECTEUR BANCAIRE



*Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (P166193)*

Crédit/Don N° : IDA- D6760/IDA-67070

## SELECTION DE CONSULTANTS PAR LES EMPRUNTEURS DE LA BANQUE

### Appel à candidature pour le recrutement d'un Responsable de Suivi

### Evaluation du projet PADSF

**Date de l'avis : 24 Août 2022**

1. Le Gouvernement de l'Union des Comores a reçu un financement de la l'Association Internationale de Développement pour financer le coût du Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (PADSF), et à l'intention d'utiliser une partie de ce fond pour effectuer des paiements au titre du contrat suivant : Recrutement d'un Responsable de Suivi Evaluation pour le projet PADSF afin de compléter l'équipe de l'Unité de gestion.

#### 2. Objectif :

Ce projet d'investissement est conçu pour soutenir le développement du secteur financier compatible avec une croissance inclusive. Plus précisément Le Projet d'appui au développement du secteur financier (P166193) vise à accroître l'efficacité de la prestation de services financiers pour l'inclusion financière des ménages et des petites et moyennes entreprises PME ainsi que la stabilité financière dans l'Union des Comores.

#### 3. Mission et Responsabilités du Responsable du Suivi et Evaluation

##### Mission

La mission du RSE est d'assister le Coordonnateur du Projet dans les activités de Suivi et Evaluation du projet, suivant les règles et procédures de la Banque Mondiale.

##### Description des activités:

- Assurer le Suivi et Evaluation de l'ensemble des activités du Projet,
- Guider la stratégie globale de Suivi et Evaluation et suivre la performance des composantes et activités du projet vis à vis des différents partenaires,
- Travailler avec les partenaires du Projet et communiquer étroitement avec le Coordonnateur et les responsables chargés de l'exécution du Projet,
- Clarifier les rôles et responsabilités des différents chargés d'exécution des composantes du projet en matière de suivi et évaluation,
- Mettre en place le dispositif du système de Suivi et Evaluation et assurer son opérationnalisation effective et efficiente (un Suivi et Evaluation basé sur le cadre logique, le plan de Suivi et Evaluation et les résultats du projet),
- Développer le cadre global de Suivi et Evaluation du projet en relation avec le plan de Suivi et Evaluation du projet,
- Identifier les besoins pour la collecte des données de référence, préparer les activités pour la collecte des données de référence requises pour l'ensemble des activités du Projet,
- Etablir les données de référence sur les indicateurs pour l'ensemble des activités du Projet au cours de la première année d'exécution du projet,
- Collecter périodiquement les indicateurs pour

l'ensemble des activités du Projet y compris l'Objectif de Développement du Projet (ODP) et fournir une analyse sur l'évaluation de l'avancement des activités du Projet et de l'atteinte de son objectif,

- Préparation et élaboration du Plan de Travail Annuel (PTA) sur une base de budget pluriannuel du projet,
- Assistance des composantes dans la préparation de leur plan d'activités et budgétisation par le remplissage du canevas de PTA,
- Elaboration et mise en forme du PTA par consolidation des données provenant des composantes, de concert avec le Responsable Administratif et Financier du projet,
- Récupérer et consolider les rapports d'activités y afférents avec toutes les données requises pour le Suivi et Evaluation du Projet,
- Produire les sections des rapports d'activités (par rapport au poste) prévues dans le plan d'exécution du Projet ainsi que ceux en rapport avec l'établissement du Rapport de Suivi Financier (RSF),
- Produire des rapports d'activités trimestrielles sur le suivi évaluation,
- Fournir des données et informations pertinentes à temps à l'IDA,
- Faciliter et participer aux missions de supervision en tant que personne ressource,
- Suivre l'exécution des recommandations des missions de supervision,
- Participer à la préparation des documents techniques nécessaires (par rapport au poste) au bon déroulement des réunions du Comité de Pilotage,
- Préparer les termes de référence et le recrutement Consultant qui effectuera l'évaluation à mi-parcours du Projet et travailler en étroite collaboration avec ce dernier dans l'établissement du Rapport correspondant,
- Préparer les termes de référence et le recrutement du Consultant qui effectuera l'évaluation de fin de projet et travailler en étroite collaboration avec ce dernier dans l'établissement du Rapport correspondant,
- Réaliser toutes autres tâches qui lui sont confiées dans le cadre global de sa mission.

#### 4. Durée du travail du consultant :

La durée du contrat est de 5 mois renouvelable après confirmation de la qualité de travail fourni.

#### 5. Profil du Consultant :

- Diplôme Universitaire ou Grandes Ecoles (Bac+4) en économie, gestion ou équivalent,
- Formations spécifiques en Suivi et Evaluation,
- Expériences professionnelles d'au moins cinq ans dans un poste similaire dans des projets de développement, particulièrement ceux financés par la Banque Mondiale,
- Une bonne connaissance du secteur financier

comorien,

- Maîtrise de l'approche du cadre logique et d'autres approches stratégiques de planification,
- Maîtrise de l'élaboration et de la mise en place de système de Suivi et Evaluation et de planification de projet ainsi que de l'analyse de données,
- Une aisance relationnelle de travail avec les partenaires du Projet et les responsables chargés de l'exécution du Projet,
- Excellente capacité d'analyse et de synthèse, ainsi que de rédaction et présentation de rapport,
- Méthodique, rigoureux (se), intègre,
- Maîtrise parfaite du Français, et des outils informatiques. La connaissance de l'Anglais sera un atout.

6. Le Consultant (**Consultant Individuel**) sera sélectionné en accord avec les procédures de la Banque Mondiale définies dans les **règlements passation des marchés pour les emprunteurs sollicitant le financement de projets d'investissement de juillet 2016** et les mis à jour de Novembre 2017 et Août 2018.

7. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires ou se procurer des termes de référence à l'adresse mentionnée ci-dessous du Lundi au Vendredi et aux heures suivantes : du lundi au jeudi : de 8 heures 30 minutes à 14 heures 30 minutes et du vendredi au samedi : de 8 heures 30 minutes à 11 heures 30 minutes (heure locale).

8. Les manifestations d'intérêt, constituées : **i) d'un lettre de motivation, ii) d'un Curriculum Vitae détaillé faisant ressortir les qualifications et l'expérience du Candidat et iii) des copies des diplômes, attestations et/ou certificats de travail, etc., doivent être déposées au standard de la Banque Centrale des Comores, au plus tard le Mercredi 07 Septembre 2022 à 10 heures 00 min, heure locale de Moroni – Union des Comores** à l'attention de Madame la Coordonnatrice nationale et portant la mention: « **Recrutement d'un Responsable de suivi évaluation du projet PADSF** »

9. L'(les) adresse(s) auxquelles il est fait référence ci-dessus est(sont) :

Banque Centrale des Comores  
Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier  
Housna THABIT, Coordonnatrice Nationale  
Sise à la Banque Centrale des Comores-  
Place de France, BP 405 Moroni - Tel : (00 269) 773 10 02 poste 173 –  
Email : [Housna.UGP@banque-comores.km](mailto:Housna.UGP@banque-comores.km) –  
[Anfifa.UGP@banque-comores.km](mailto:Anfifa.UGP@banque-comores.km)

## CONSOMMATION

## Les légumes abondent au marché de Fomboni

En cette période des vacances, les légumes sont à gogo au marché de la capitale mohélienne. Mais le hic, c'est le pouvoir d'achat de la population qui s'amoindrit chaque jour. Pour la première fois à Mohéli, 1kg de poisson se vend à 2500fc. Un citoyen lambda ne tient pas le coup. L'inflation s'est généralisée. Ces légumes viennent amoindrir la tendance.

Depuis deux semaines, les légumes et autres produits agricoles affluent au marché de Fomboni. Beaucoup sont cultivés sur place, d'autres sont importés d'Anjouan où depuis Madagascar. Tout y est. Salades, tomates et autres. Avec 500 fc on peut acheter un kilo de tomate. Le concombre est vendue à 1000 fc le kilo. Un tas de salade pour 50 à 100 fc. Un kilogramme de carotte se vend à 1250 fc et même 1500 fc. Et pour ce qui est de la pomme de



terre, le kilo se négocie à 2000 fc au lieu de 3000 fc auparavant. Ces prix sont à la portée de certains.

Toutefois la clientèle n'est pas au rendez-vous.

« En cette période, les légumes

se vendent moins cher car c'est la période des produits maraîchers.

Mais avec la crise financière qui

sevit surtout vers la fin du mois pour les fonctionnaires de l'État, rien ne se vend ici. Les clients se font rares » regrette un vendeur du marché de Fomboni.

Même si certaines légumes apparaissent chères aux yeux de certains, mais par rapport aux autres périodes de l'année les prix sont très abordables. « À Mohéli c'est comme ça, quand on a l'argent on ne trouve rien de mieux à s'offrir. Et quand l'argent manque, c'est là où on trouve tout » regrette un habitué du marché de Fomboni.

Depuis l'augmentation du prix des produits pétroliers, tous les autres produits sont partis à la hausse. Une situation difficile surtout pour les ménages les plus démunis. Pour la première fois à Mohéli, 1 kilo de poisson corallien se vend à 2500 fc.

Riwad

## COMMUNE DE MBWANKU :

## Crise autour du siège de la Mairie

Selon une loi non écrite mais qui semble faire l'unanimité dans l'ensemble des communes du pays, le lieu où siège le bureau communal est toujours le chef lieu de la région. Mais le gouvernement de Ngazidja veut déplacer le siège de Chezani à Hantsindzi. Une situation que contestent les 7 villes de Mbwanu.

Le sempiternel conflit entre les villes de Chezani et celle de Hantsindzi dans la région de Mbwanu refait encore une fois surface. Cette fois, c'est le gouvernorat de l'île de Ngazidja qui semble être à l'origine de la nouvelle fronde qui secoue la région de Mbwanu. Réunies en conférence de presse lundi dernier à Chezani, chef lieu de la région, 7 des 8 localités ont dénoncé ce qu'elles ont appelé la "volonté de la gouverneur de diviser la région de Mbwanu". Les conférenciers dénoncent la volonté de la gouverneure de l'île de

vouloir imposer la ville de Hantsindzi comme siège du bureau communal contrairement à ce qui se passe dans les autres régions et communes du pays. « Si le changement de règle doit subvenir, il ne doit pas commencer par la région de Mbwanu, a tenu à clarifier l'un des notables qui a pris part à cette conférence de presse.

A entendre les conférenciers, c'est le secrétaire général du gouvernorat de l'île qui est à l'origine de cette volonté de vouloir déplacer le siège de Chezani à Hantsindzi. Les 7 villes de Mbwanu réunies vont faire comprendre à l'exécutif de Ngazidja, qu'il n'en est pas question que le bureau de la commune soit transféré ailleurs. « Nous avons construit ensemble le siège de la commune à Chezani. Alors la gouverneure doit nous passer dessus d'abord avant de réaliser son projet funeste », ont martelé les conférenciers. Et ces derniers de mettre en garde la gouverneure contre toute

tentative d'attiser le feu. « Cela fait 5 mois que la région de Mbwanu et la ville de Hantsindzi ont scellé une réconciliation, apparemment, cela ne convient pas à la cheffe de l'exécutif de l'île », ont en substance évo-

qué les notables de Mbwanu. Comme d'une seule voix, les villes de Mbwanu ont fait savoir toutefois, « si l'Etat décide d'aller au bout de son projet, ça ne sera pas avec le soutien de la région ». Une

façon de dire que la capitale régionale reste le lieu légitime pour abriter le siège de la commune.

AS Badraoui

## UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement

Ministère de la Santé, de la Solidarité, de la Protection Sociale et de la Promotion du Genre

Direction Générale de la Santé

## PROJET D'APPUI A L'OPERATIONNALISATION ET LA MISE EN PLACE DE L'ASSURANCE MALADIE GENERALISEE AUX COMORES



## Réf : PAAMG/CEL/2022/04 - TRAVAUX DE REHABILITATION ET EXTENSION DES BUREAUX DE LA CAISSE NATIONALE DE SOLIDARITE ET DE PREVOYANCE SOCIAL – SIEGE MOHELI

Le Ministère de la Santé a obtenu un financement de l'Agence française de Développement, pour financer le coût du Projet d'Appui à l'opérationnalisation et à la mise en place de l'Assurance Maladie Généralisée en Union des Comores (PAAMG). Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce financement sera utilisée pour effectuer les paiements prévus au titre du marché de travaux de réhabilitation et d'extension des bureaux de la Caisse Nationale de Solidarité et de Prévoyance Sociale – Siège Fomboni Mohéli.

Les candidats intéressés peuvent prendre connaissance du dossier d'appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après :

• **CELLULE DE GESTION PAAMG SISE à la Direction Générale de la Santé Moroni, Route de la Corniche du lundi au vendredi de 9h00 à 13H00**

• ou obtenir un dossier d'appel d'offres complet en formulant une demande écrite aux adresses mentionnées ci-après :  
[passation.marches@paamg.sante.gouv.km](mailto:passation.marches@paamg.sante.gouv.km)  
[communication@paamg.sante.gouv.km](mailto:communication@paamg.sante.gouv.km)

coordinatrice@paamg.sante.gouv.km

• Les offres devront être soumises à l'adresse ci-après :  
**CELLULE DE GESTION PAAMG SISE à la Direction Générale de la Santé Moroni, Route de la Corniche au plus tard le mercredi 07 septembre 2022 à 12h00.**

• La période de validité de l'offre sera de 120 jours à compter de la date d'ouverture des plis  
 • Le soumissionnaire devra joindre à son offre, une garantie d'offre du montant de 2 000 000KMF selon le modèle joint au dossier d'appel d'offres.

• Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des candidats présents à l'adresse ci-après :

**Direction Générale de la Santé Moroni, Route de la Corniche, le mercredi 07 septembre 2022 à 13h00**

## Numéros utiles

## Police

Moroni: 764 46 64  
 Fomboni: 772 01 37  
 Mutsamudu: 771 02 00

## Gendarmérie

Moroni: 764 49 92  
 Fomboni: 772 01 37  
 Mutsamudu: 771 02 00

## Immigration

Ngazidja: 773 42 86  
 Anjouan: 771 01 73  
 Mohéli: 772 01 37

## Aéroport

Hahaya: 773 15 95  
 Ouani: 771 07 31  
 Mohéli: 772 03 71

## HÔTELS &amp; RESTAURANTS :

Le Select 773 00 31

## Port maritime

Moroni: 773 00 08  
 Mohéli 772 02 57  
 Anjouan: 771 01 43

## Hopitaux

Moroni: 773 25 04  
 Fomboni: 772 03 73  
 Mutsamudu: 771 00 34

## Banques

BIC: 773 02 43  
 Eximbank: 773 94 01  
 Banque centrale: 773 10 02  
 SNPSF: 773 43 43  
 Meck: 773 36 40

## MAMWE

Moroni: 773 48 00  
 Mutsamudu: 771 02 09  
 Fomboni: 772 05 18



unicef | pour chaque enfant

## AVIS D'APPEL D'OFFRES UNICEF COMORES

**TITRE : FOURNITURE DE KITS SCOLAIRES ET KITS ENSEIGNANTS DU  
PRIMAIRE EN UNION DES COMORES**

**Numéro de l'avis d'Appel d'Offres : ITB/COMB/SUP/2022 011 BP-ao**

### **ARTICLE 1 : LE FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF),**

***LE FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF) au COMORES, lance le présent Avis d'appel d'offres pour la sélection des prestataires en vue de la fourniture de kits scolaires des élèves et des enseignants du primaire en Union des Comores.***

### **ARTICLE 2 : CONDITIONS DE PARTICIPATION**

*La présente consultation est ouverte à toute entreprise justifiant des capacités juridiques techniques et financières, et apte à réaliser dans les conditions requises, les travaux, objet de la présente consultation, pour autant qu'elle satisfasse aux conditions et règlements en vigueur au COMORES et disposant d'une expérience avérée dans les travaux similaires et particulièrement avec les agences du système des Nations Unies.*

### **ARTICLE 3 : DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES**

*Les offres seront envoyées électroniquement au plus tard le 06 Septembre 2022 à 15h à l'adresses mail : [comprocurement@unicef.org](mailto:comprocurement@unicef.org) et [aouattara@unicef.org](mailto:aouattara@unicef.org) et copie à [bpinah@unicef.org](mailto:bpinah@unicef.org)*

*Le dossier d'appel d'offres peut être consulté sans frais sur le lien ci-dessous :*

**<https://bit.ly/3R2HEwo>**

UNICEF Comoros, Maison des Nations Unies

Moroni, Comores, 98123 | P.O Box 497

Suivez-nous sur [Facebook](#), [Twitter](#), [Instagram](#) et [www.unicef.org](http://www.unicef.org)